

DÉBAT

Une victoire? Mais quelle victoire?

Le Parti québécois n'est pas le seul qui devrait se remettre en question à la suite du verdict populaire du 26 mars. Dernier!

Par Mohamed Lotfi

Toutes les forces de gauche au Québec devraient se sentir concernées par ce tsunami de protestation qui vient de frapper la classe politique. Ceux-là mêmes qui craignaient la montée de la droite au Québec devraient tirer une grande leçon de réalisme de la division qu'ils se sont eux-mêmes infligée.

Je vois dans ce verdict moins une victoire de l'Action démocratique du Québec que celle d'un certain cynisme envers la classe politique. Presque 30 % des électeurs n'ont pas voté alors qu'on prédisait un record de participation. La majorité des électeurs qui ont voté en faveur de l'ADQ ont exprimé une colère légitime que Mario Dumont, le seul des trois chefs épargné par l'exercice du pouvoir, a bien su récupérer.

COLÈRE LÉGITIME

Bref, ce qu'on appelle la victoire de Mario Dumont est à mon avis le résultat de plusieurs facteurs.

- Le manque de réalisme et de savoir-faire politique de la gauche ainsi que son incapacité à former une coalition solide devant le vent de droite;
- Le fait que le discours de gauche soit concentré à Montréal, provoquant une riposte des régions;

- Le cynisme grandissant provoqué, depuis les 15 dernières années, par les promesses non tenues des partis élus;

- La démission des intellectuels et des artistes de l'engagement politique a certainement contribué à l'ampleur du cynisme;

- L'intervention du gouvernement fédéral en pleine campagne électorale, sans être aussi déterminante qu'on l'aurait cru, n'a pas nui à Mario Dumont.;

- La responsabilité de la classe médiatique, qui a réduit la campagne électorale à un sport où le plus agressif et le plus manipulateur passe pour le plus habile. La plupart des analyses politiques ont été davantage fondées sur les performances des chefs que sur leurs programmes;

- La démagogie de certaines radios dans les régions, exploitant le ras-le-bol des gens, a certainement joué un rôle dans l'orientation du vote;

- Le faux débat sur les accommodements raisonnables a été révélateur d'une vulnérabilité collective qui favorise le repli sur soi propre à la droite. On n'a jamais vu la peur de l'autre être exploitée à ce point par politiciens et médias confondus;

- Le fait d'insister sur la tenue d'un référendum sur la souveraineté sans donner le moindre détail sur le projet de pays donne l'impression que celle-ci est devenue plus une marque de commerce qu'un

projet de pays;

- Nationaliste ne veut pas dire souverainiste et être souverainiste ne veut pas dire être de gauche. Combien de souverainistes ont voté ADQ?

MANIPULATION ET RÉCUPÉRATION

À tous ces facteurs, il faut ajouter le savoir-faire de Mario Dumont dans l'art de manipuler un Québec qui ne sait plus ce qu'il veut ni ce qu'il est.

Et la démocratie?

La victoire de Dumont n'a d'égale que l'échec d'un Québec qui se cherche difficilement.

Certains nouveaux arrivants ont probablement exacerbé des malaises déjà existants. La laïcité, la social-démocratie et la souveraineté sont les objets principaux de ces malaises que la droite récupère à son avantage.

En 2002, au deuxième tour de l'élection présidentielle, toute la gauche en France s'était mobilisée pour former un mur contre l'élection de Jean-Marie Le Pen.

Avant quatre ans, le Québec aura à vivre l'expérience du deuxième tour, qui sera peut-être l'expérience de la dernière chance pour les souverainistes d'aujourd'hui.

Dans tous les partis politiques, les forces de gauche, souverainistes ou pas, auront l'occasion historique de sauver le Québec de ses propres ombres. La petite cause de chacun devrait se rallier à celle de l'autre pour en faire une plus grande.

J'écrivais dernièrement que quelle

que soit l'issue du scrutin du 26 mars 2007, c'est la démocratie au Québec qui en sortira plus que jamais gagnante. J'aimerais encore le croire en ayant une pensée particulière pour un homme. Je l'avais croisé le 14 avril 2003 dans un bureau de scrutin à Montréal. Il faisait la file et attendait son tour pour exercer son droit de vote.

Cet homme avait une larme à l'oeil. Très ému de savoir qu'il allait voter pour la première fois de sa vie, il me racontait qu'au pays d'où il venait, la seule fois où il avait failli voter, une vague de violence l'avait empêché de sortir de chez lui.

RENDEZ-VOUS AVEC LA LIBERTÉ

Je ne sais pas pour qui il avait voté, mais ce 14 avril 2003, c'était de toute évidence son premier rendez-vous avec la liberté.

J'espère pour cet homme venu d'ailleurs qu'il se sentira encore plus libre le jour où le Québec entreprendra une réforme approfondie du mode de scrutin. La santé que nous sommes nombreux à vouloir améliorer au Québec est celle de la démocratie québécoise. Et pourquoi pas pour les prochaines élections?

Mohamed Lotfi,

Journaliste et réalisateur de l'émission radiophonique *Souverains anonymes* avec les détenus de la prison de Bordeaux

<http://www.souverains.qc.ca/>

(Cet article a été également publié dans *Le Devoir* du 29 mars dernier)

Des personnalités de différents horizons unissent leur voix pour exiger une réforme du mode de scrutin au Québec.

(...) Ils ont tous répondu à l'appel d'un collectif non partisan d'organisations réunissant l'Association pour la revendication des droits démocratiques, le Collectif féminisme et démocratie, le Mouvement démocratie et citoyenneté du Québec (MDCQ) et le Mouvement pour une démocratie nouvelle (MDN).

La coalition a ouvert un site Internet où elle invite la population à signer une pétition qui sera déposée à l'Assemblée nationale, au gouverne-

ment, ainsi qu'à tous les chefs de partis.

Selon les initiateurs de la pétition, « les élections du 26 mars ont dé-

montré la nécessité de se doter d'un meilleur instrument démocratique ».

Les tenants d'une réforme affirment que l'actuel mode de scrutin ne favo-

rise pas le pluralisme politique, crée des distorsions dans les résultats du vote entre le pourcentage de voix obtenues et les sièges alloués aux partis et mène à l'élection de gouver-

nements qui ne représentent pas la majorité de la population.

Les différents porte-parole ne s'entendent pas nécessairement sur le modèle du futur système de scrutin, mais ont souvent évoqué le système allemand.

Ainsi, ils souhaitent tous une forme de proportionnelle compensatoire, qui réserve une partie des sièges en fonction du pourcentage d'appuis obtenu par les partis.

Source: *Radio Canada* (1^{er} avril 2007)

APPEL À UN MODE DE SCRUTIN PROPORTIONNEL AU QUÉBEC